

Identités britanniques

Keith Dixon

L'éclatement de la Grande-Bretagne

Lorsque Tom Nairn, politologue et historien de l'État britannique, a publié son magistral *The Break-up of Britain* en 1977¹, peu nombreux étaient les commentateurs de la vie politique outre-Manche qui croyaient au bien-fondé de son analyse, à savoir que l'éclatement de l'État multinational britannique était devenu inéluctable. Aujourd'hui, avec le recul, il est difficile de résister aux conclusions de Nairn. Avec une constitution largement non écrite, marquée par son archaïsme pré-démocratique, le Royaume-Uni en crise des années 1970 avait du mal à faire face aux forces centrifuges qui émergeaient sur sa périphérie et qui exigeaient une nouvelle configuration des rapports entre le centre britannique et les autres composantes nationales. Des mouvements nationalistes résurgents sont venus rappeler que la question nationale intra-britannique avait été au mieux mise en sommeil, mais jamais définitivement résolue pendant la longue phase où la Grande-Bretagne avait été une puissance mondiale de premier plan. La fin de l'Empire britannique – ce ciment identitaire qui avait pris le relais du protestantisme² et permis aux Écossais, aux Gallois et aux Anglais (et dans une bien moindre mesure aux Irlandais) de se penser Britanniques au cours du XIX^e et de la majeure partie du XX^e siècle – et la crise économique et sociale qui l'a accompagnée, ont libéré des forces de contestation identitaire longtemps contenues, tant à Belfast qu'à Glasgow ou dans le pays de Galles³. L'émergence de ces forces politiques nouvelles a transformé durablement le champ politique britannique.

Certes, ce fut la crise nord-irlandaise qui a longtemps retenu l'attention des médias, ainsi que des partis de gouvernement en Grande-Bretagne, et pour cause. La première secousse irlandaise de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle avait fini par amputer l'État britannique

¹ *The Break-up of Britain* a été réédité en 2003, avec une nouvelle introduction, par la maison d'édition Common Ground, en Australie, où Nairn est actuellement chercheur au Globalism Research Institute au Royal Melbourne Institute of Technology.

² Pour comprendre le rôle joué par le protestantisme dans la construction de l'identité britannique au XVIII^e siècle, après l'intégration de l'Écosse par l'Acte d'Union de 1707, voir Linda Colley, *Britons. Forging the Nation, 1707-1837*, Pimlico, 1992.

³ Le nationalisme gallois au XX^e siècle avait longtemps souffert de son implantation plutôt rurale, surtout dans le Nord gallophone du pays. Depuis les années quatre-vingt, ce phénomène est en régression, et le nationalisme perce dans les grandes villes et anciennes régions industrielles.

d'une partie de « son » territoire : l'État britannique change de nom en 1922 pour devenir le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande *du Nord*. Le sud de l'Irlande, devenu « État libre », prend la voie de l'indépendance sous la direction politique des courants nationalistes issus de la lutte armée contre les Britanniques. La réémergence de la question irlandaise pendant la deuxième moitié des années 1960, selon des modalités devenues familières dans l'île (division de la communauté nord-irlandaise selon des lignes de démarcation essentiellement religieuses ; organisation des courants opposés en milices armées; prégnance de références historiques du séparatisme chez la minorité catholique ; affirmation exacerbée de l'identité britannique chez les protestants) a fonctionné comme un rappel historique pour les gouvernants britanniques. Un rappel que ce qui a été construit au cours de trois siècles pouvait très bien se déconstruire.

Le long processus de guerre et de paix qui nous sépare du début des « troubles » a conduit à une situation inédite du point de vue constitutionnel pour les Britanniques. Outre la surprise (le mot n'est pas assez fort) de voir siéger ensemble, dans un même gouvernement, dirigeants historiques du Parti unioniste démocratique (qui, comme son nom ne l'indique pas, est le plus intransigent des partis unionistes) et anciens activistes de l'Armée républicaine irlandaise, aujourd'hui dirigeants du *Sinn Féin*, les accords successifs passés depuis une dizaine d'années reconnaissent que l'État britannique doit partager la gestion de la province rebelle avec un autre État indépendant, la République d'Irlande. Ce droit de regard des Irlandais du Sud constitue une fissure de plus dans la façade constitutionnelle du vieil État britannique et maintient une ambiguïté sur l'identité nationale de celles et ceux – nombreux – qui vivent dans la province britannique mais continuent à se penser Irlandais.

On aurait tort cependant de limiter l'analyse de l'éclatement de l'État et de l'identité britanniques au seul cas irlandais. D'ailleurs, dans son ouvrage de 1977, Nairn centre son analyse plutôt sur le partenaire historique de l'Angleterre au sein de l'union britannique, l'Écosse. Car le milieu des années 1970 témoigne aussi d'une percée significative des nationalistes écossais dans le champ politique britannique. Les effets inégalement répartis de la crise économique et sociale britannique – le taux de chômage y est particulièrement élevé – ne constituent qu'une des explications de la montée du sentiment nationaliste en Écosse (le pays de Galles, dont la situation est comparable à celle de l'Écosse, n'a pas connu – à l'époque – le même séisme identitaire que l'Écosse). La fin de l'Empire – où les Écossais étaient particulièrement bien représentés comme soldats, mais aussi comme administrateurs et missionnaires – qui desserre les liens identitaires anciens, et la découverte du pétrole dans la mer du Nord, qui ouvre l'horizon d'un meilleur avenir économique une fois les ressources

« nationales » soustraites à la mainmise de Londres, sont autant de facteurs qui permettent de mieux comprendre pourquoi en octobre 1974 les nationalistes du *Scottish National Party* raflent plus de trente pour cent des voix aux élections législatives en Écosse et s’ancrent ainsi durablement dans la scène politique écossaise.

Si les Gallois tardent à suivre l’exemple écossais (le parti national gallois n’a obtenu que dix pour cent des suffrages aux mêmes élections législatives de 1974, et cela restera pendant longtemps le plafond apparemment indépassable de l’influence nationaliste galloise), c’est que la situation historique du pays de Galles diffère de manière significative de celle de l’Écosse. Intégré de force dans l’ensemble anglais depuis la première moitié du XVI^e siècle, le pays de Galles n’a pas pu faire reconnaître sa différence au même titre que les Écossais.

Comme le rappelle une loi votée par le Parlement de Londres en 1663, loi dite de « l’Uniformité », le pays de Galles, du point de vue administratif, fait partie de l’Angleterre. Alors que le parlement d’Écosse, avant sa dissolution en 1707, a négocié une large part d’autonomie pour les institutions de la société civile écossaise : l’Église (presbytérienne) d’Écosse est reconnue comme Église établie ; le système éducatif écossais reste autonome et surtout le système juridique écossais reste indépendant de celui de sa voisine plus puissante. Pendant trois siècles, ces piliers institutionnels vont contribuer à entretenir un fort sentiment de « différence » écossaise. Rien de tout cela au pays de Galles, où il va falloir attendre 1920 pour que l’anglicanisme (pratiqué par une minorité de Gallois) ne soit plus la religion consacrée par l’État, et 1964 avant que le pays de Galles jouisse d’une certaine autonomie administrative (avec la création du *Welsh Office*, chargé d’exécuter les décisions législatives prises à Westminster en tenant compte des spécificités galloises). Seules la langue (en déclin) et la culture galloises pouvaient servir de marqueurs identitaires historiques. Nous savons aujourd’hui que la prise de conscience du fait national au pays de Galles n’a été que *retardée* par ces obstacles historiques : aujourd’hui, comme son homologue en Écosse, le parti gallois, *Plaid Cymru*, occupe une place prépondérante dans la vie politique du pays, et cela de manière tout à fait inattendue depuis l’octroi d’une autonomie toute relative au pays de Galles en 1999⁴.

Le facteur Thatcher

⁴ En effet, *Plaid Cymru* fait sa percée lors du premier scrutin pour l’Assemblée galloise en 1999. En obtenant 28,4 % des voix dans les circonscriptions et 30,6% pour le scrutin de liste, il triple son score habituel et devient la première force d’opposition au New Labour.

Cependant, pour comprendre comment des pans entiers des sociétés écossaise et galloise ont basculé dans le refus de l'identité britannique et dans l'affirmation grandissante de leur identité nationale singulière⁵, il faut se tourner vers la période où Margaret Thatcher transformait le Royaume-Uni à marche forcée. La plupart des observateurs s'accordent à reconnaître que c'est la perception du néo-libéralisme thatchérien comme *étranger* aux traditions politiques et philosophiques dominantes dans ces deux pays, et le sentiment de se voir infliger une politique pour laquelle ils n'ont pas voté qui ont renforcé la mouvance nationaliste. C'est d'ailleurs à cette époque que le sentiment national écossais et gallois s'étend au-delà des frontières de l'électorat nationaliste et commence sérieusement à imprégner l'ensemble des forces anti-conservatrices. Alors que, jusque-là, les électeurs et les militants travaillistes voyaient d'un très mauvais œil la montée du nationalisme et se méfiaient de ceux qu'une partie de la direction du parti travailliste présentait à l'époque comme des conservateurs déguisés en costume local, l'arrivée au pouvoir d'un parti conservateur radicalisé en 1979 va changer la donne.

Si, dans la vision sociale-démocrate traditionnelle, l'État (britannique) était pensé comme un vecteur de justice sociale (cette vision est largement empruntée à la tradition réformiste *fabienne*), ayant pour fonction de redresser progressivement les inégalités sociales par une fiscalité redistributive et les inégalités régionales par une politique hardie de développement régional, l'État thatchérien n'offrait aucun de ces bienfaits à la périphérie. Opposante doctrinaire de l'interventionnisme étatique, Thatcher voulait en finir avec une social-démocratie dont elle exécrait à la fois les idées et les pratiques. Elle était d'autant plus résolue à en finir avec cet ennemi de l'intérieur qu'elle considérait que son propre parti avait trop longtemps accepté de se compromettre dans une proximité coupable avec le consensus interventionniste. Ainsi, en Écosse comme au pays de Galles, le thatchérisme représente aussi une rupture par rapport aux efforts de l'État britannique de l'après-guerre de venir en aide aux régions en difficulté.

Le refus du thatchérisme est par ailleurs renforcé au pays de Galles comme en Écosse par le nationalisme britannique de Thatcher. En Angleterre, elle promeut avec succès une certaine idée de la Grande-Bretagne (ce sera le cas pendant la guerre des Malouines comme dans les tensions que Thatcher entretient avec la Communauté européenne). Cette rhétorique est perçue comme fondamentalement *anglo-centrée* par les habitants de la périphérie. Le nationalisme anglo-britannique de Thatcher et ses multiples appels au sentiment national ont

⁵ On constate, à partir des années 70, un déclin de l'affirmation de l'identité britannique dans les enquêtes d'opinion, et une montée de l'affirmation identitaire écossaise ou galloise. Ce phénomène est renforcé par le thatchérisme.

donc un effet clivant : facteur explicatif de sa remarquable longévité en Angleterre, ce sera un élément de plus de son rejet dans la périphérie galloise et écossaise.

A la fin des années 1980 s'est opérée une transformation de la mouvance nationaliste et autonomiste, qui est la conséquence directe de la synergie entre anti-thatcherisme et affirmation des identités écossaise et galloise. Confronté à un mouvement de fond dans ses bastions gallois et écossais qu'il ne pouvait pas endiguer et qui risquait de le marginaliser s'il n'y trouvait pas sa place, le parti travailliste des années 1980 s'est rallié à la cause autonomiste (surtout en Écosse). L'autonomie écossaise et galloise, que les directions successives du parti travailliste avaient, depuis les années 1970, soutenue avec une tiédeur marquée, quand elles ne l'ont pas activement combattue, devenait dans la période dite de « modernisation » blairiste une revendication centrale, marquant ainsi la distinction entre le « nouveau » parti travailliste et le vieux conservatisme (de gauche et de droite...). Un signe de distinction qui s'avérait d'autant plus nécessaire que la convergence entre les politiques travailliste et conservatrice dans tous les autres domaines (économique, social, pénal) était de plus en plus visible.

La décentralisation et les identités nationales

Ainsi, par la force des choses, le parti travailliste dans son incarnation « nouvelle » – où l'attachement à l'Union britannique est aussi fort que celui des conservateurs – est devenu le parti du mouvement du point de vue constitutionnel. Dès septembre 1997, quelques mois seulement après la première victoire législative de Blair, deux référendums ont été organisés en Écosse et au pays de Galles, pour proposer une large autonomie à la première et une décentralisation exécutive pour le deuxième. Comme on pouvait s'y attendre, étant donné la puissance du mouvement en faveur de l'autonomie en Écosse, le résultat du référendum écossais donnait une large majorité au « oui » et, qui plus est, une majorité confortable à la deuxième question, qui demandait aux Écossais s'ils souhaitaient que leur nouveau parlement ait des pouvoirs fiscaux autonomes (dans une limite de 3% par rapport à la fiscalité britannique). Au pays de Galles, où l'autonomie accordée était beaucoup plus limitée et où le parti travailliste, tout en portant le projet, restait ambigu dans son rapport à l'autonomie galloise, le résultat a été décevant pour les autonomistes, avec à peine plus de 50% de l'électorat approuvant la mise en place des nouvelles institutions⁶. Deux ans plus tard, en

⁶ Le 11 septembre 1997, 74,3% des votants ont voté en faveur de la création d'un parlement en Écosse et 60,2% en faveur d'une certaine autonomie fiscale pour le nouveau parlement (le taux de participation était de 60,4%). Au pays de Galles une semaine plus tard, seuls 50,3% votaient en faveur de la création de l'assemblée galloise

1999, les Écossais et les Gallois votaient pour choisir leurs représentants au parlement écossais et à l'assemblée galloise. Dans les deux cas, et contrairement à l'attente (et aux espoirs) du législateur travailliste, les nationalistes y ont fait une percée remarquable⁷. Ainsi, la stratégie travailliste qui consistait à se présenter comme le parti de la modernisation constitutionnelle en proposant une réforme en profondeur des rapports entre les composantes nationales de l'Union britannique, tout en tentant de couper l'herbe sous les pieds des mouvements nationalistes, n'a que très partiellement réussi. Présenté comme une solution stable aux difficultés de coexistence entre les composantes britanniques, le nouveau dispositif est loin d'avoir résolu les problèmes. C'est le constat que l'on peut faire aujourd'hui après trois mandats des nouvelles assemblées. Le nationalisme périphérique n'a pas été rayé de la carte. Contre toute attente, le parti gallois, *Plaid Cymru*, a fait une percée durable et menace de dépasser son vieux rival travailliste (la coalition entre les deux partis issue du tout dernier scrutin de mai 2007 ne peut que renforcer les nationalistes qui voient ainsi leur statut de parti de gouvernement enfin reconnu). Les nationalistes sont donc maintenant en position de réclamer un statut pour le pays de Galles plus proche de celui accordé il y a dix ans aux Écossais. En Écosse, ce sont les nationalistes qui gouvernent désormais.⁸

C'est sans doute le constat que l'analyse d'il y a trente ans de son compatriote Tom Nairn était tout à fait fondée qui a poussé Gordon Brown, le nouveau Premier ministre britannique, à faire de la défense de l'identité nationale britannique le fleuron de sa nouvelle politique. Pour tenter d'endiguer le flot des nationalismes « séparatistes » et sauver l'Union britannique d'une désintégration que beaucoup des anciens critiques de Nairn prennent désormais au sérieux, Brown développe depuis quelque temps une vision de la nouvelle Grande-Bretagne et de l'identité britannique qu'il espère suffisamment attrayantes pour donner un nouveau souffle aux idées anciennes.

Dans un livre publié en 2006, intitulé *Moving Britain Forward* et essentiellement constitué de discours prononcés depuis 1997 par le Chancelier de l'Échiquier des trois gouvernements de Blair, celui-ci développe sa contre-offensive contre ceux qui voudraient mettre en cause

avec un taux de participation de 50% seulement. Lors du référendum bâclé qui a marqué la fin du gouvernement travailliste en 1979, 51,6% des votants ont approuvé la création d'une assemblée en Écosse (à l'époque le gouvernement travailliste avait stipulé qu'un seuil de 40% des inscrits devait être atteint pour que le vote soit validé) ; au pays de Galles, seuls 20,3% des électeurs gallois voulaient de l'assemblée proposée (sans conviction) par le gouvernement travailliste.

⁷ Pour ces premières élections en 1999, en ce qui concerne l'Écosse, le *Scottish National Party* a obtenu 28,7% dans le vote pour les circonscriptions et 27,6% pour le scrutin de liste, par rapport aux 38,8% et 34% du parti travailliste. Le vote par circonscription est complété par un scrutin de liste qui décide des « membres additionnels » qui s'ajouteront aux élus des circonscriptions. Au pays de Galles, les nationalistes ont obtenu 28,4% et 30,6% aux deux modes de scrutin, par rapport aux 37,6% et 35,5% du parti travailliste.

⁸ Pour une analyse des résultats des législatives de mai 2007 en Écosse, voir Keith Dixon, « L'Écosse tourne le dos au néo-travaillisme » dans *Savoir/Agir*, n° 1, octobre 2007.

l'unité du Royaume-Uni. Mobilisant des connaissances historiques incontestables (Brown a été formé comme historien à l'université d'Édimbourg dans les années 1970 et ses premiers travaux portent sur l'histoire du mouvement ouvrier écossais), Brown re peint l'histoire de l'Union britannique et de ses aventures outre-mer dans des couleurs plutôt inventives. Dans la rhétorique lénifiante de Brown⁹, le Royaume-Uni est présenté, sans ironie aucune, comme le pays de la liberté, de la responsabilité et de la justice, et le drapeau britannique comme le symbole de la tolérance et de l'inclusion. Brown se dit donc fier d'être Britannique et fier des réalisations impériales de sa « communauté imaginée ». Il va de soi que les nombreux faits de l'histoire coloniale britannique qui contredisent cette réinvention de l'histoire nationale sont passés sous silence.

Il y a certes, une part de compensation dans le discours de Brown. Se sachant l'objet de tous les soupçons à cause de ses origines écossaises (c'est un des arguments avancés pour expliquer le retrait de Brown en 1994 lorsqu'il a laissé la voie ouverte à Blair pour devenir premier dirigeant du parti travailliste), Brown en fait un peu trop dans l'affirmation de son attachement à l'identité britannique. Mais le caractère exagéré de l'affirmation est révélateur des craintes qui habitent les partis de gouvernement britannique devant l'échec des deux stratégies érigées successivement par les conservateurs (la stratégie de la glaciation thatchérienne, où aucune concession n'est faite aux autonomistes) et par les néo-travaillistes (la stratégie de la réforme qui a conforté la présence nationaliste) pour faire face à l'éclatement de la Grande-Bretagne et d'une identité qui atteint, peut-être, sa date de péremption.

⁹ Pour une analyse du discours de Brown sur l'identité britannique, voir, sur le site de l'association Raisons d'Agir, Keith Dixon, « Blair, Brown and Britishness : the end of an old song ? ».